

«TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS» (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 14

UNION

COMMUNISTE

(trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2545 - Prix : 1 €

*L'aspirant
ministre recalé*

Page 3

*Macron au
patronat : voie
libre pour les
attaques!*

Pages 4

*Madagascar :
après le passage
d'un cyclone les
vols de vanille se
multiplient*

Page 8

*Hôpital de
Cayenne : la grève
se poursuit*

Page 10

*Élections
législatives : Lutte
ouvrière, pour
faire entendre le
camp des
travailleurs*

Page 12

Les travailleurs ne devront compter que sur leurs luttes



Les combats qui nous attendent



Emmanuel Macron a donc nommé comme Premier ministre un politicien de droite, Édouard Philippe, maire du Havre et fidèle lieutenant d'Alain Juppé. Ce Juppé dont bien des travailleurs ont des raisons de se souvenir. En 1995, alors Premier ministre de Chirac, il s'était attaqué aux retraites et à la Sécurité sociale. Devant le large mouvement de grèves et de manifestations que son projet avait déclenché, il s'était vanté de « rester droit dans ses bottes ». Il avait dû reculer devant la mobilisation !

Jusqu'à présent, droite et gauche se passaient le relais au pouvoir pour mener la politique anti-ouvrière voulue par le grand patronat. Cette fois-ci, elles la mèneront ensemble. Édouard Philippe mettra en œuvre la politique annoncée par Emmanuel Macron. Ils veulent démolir le code du travail, laisser les mains libres au grand patronat pour licencier, supprimer des emplois, fermer des usines. Et ils veulent supprimer 120 000 postes de fonctionnaires.

Avec la collaboration du gouvernement, le grand patronat accentuera sa guerre sociale contre le monde du travail avec toujours la même recette : intensifier le travail des uns et se débarrasser des autres pour accroître les dividendes. Vivarte, Tati, Mim, Whirlpool ou GM&S Industry sont les derniers exemples en date de cette politique.

GM&S Industry est particulièrement révélateur. PSA et Renault, qui sont les donneurs d'ordre de ce sous-traitant automobile, ont planifié la mise à mort de cette usine de 300 salariés dans la Creuse. Renault et PSA ont fait des bénéfices record l'an dernier, 3,5 milliards d'euros pour l'un et 2,15 milliards d'euros pour l'autre. Et on peut être certain que dès la fin de la période électorale, d'autres fermetures d'entreprises et d'autres plans de compétitivité seront révélés.

Voilà le contexte dans lequel arrivent les élections législatives. À cause du profond discrédit qui frappe le PS et la droite, tous les leaders politiques jouent la comédie du renouveau. Et il est impossible de prévoir qui, entre les macronistes, la droite, le FN ou La France insoumise, tirera son épingle du jeu de cette recomposition politique. Mais il est certain que la nouvelle majorité sera au service des riches et qu'aucune opposition parlementaire ne représentera le camp des travailleurs.

Le monde du travail ne pourra compter que sur l'opposition qu'il fera naître par ses luttes. Mais à condition que celles-ci se mènent sur un terrain de classe, correspondant aux intérêts des exploités et non pas derrière des illusions réactionnaires. Des combats menés sur des terrains comme celui du protectionnisme,

qui ne protège que le patronat d'ici, ou stigmatisant une partie des travailleurs ne feraient que diviser le camp des exploités, le démoraliseraient et l'affaibliraient.

Le Front national, pour lequel une partie des travailleurs a voté, est le principal colporteur de ces idées empoisonnées. Il veut faire des travailleurs immigrés des boucs-émissaires. Et sous prétexte de défendre les entreprises françaises, c'est-à-dire en fait les capitalistes français, il montre du doigt les travailleurs d'autres pays d'Europe ou d'ailleurs. Mais le Front national n'a pas l'exclusivité de la démagogie nationaliste. Et celle-ci est tout aussi nocive quand elle est défendue par le PCF ou par Jean-Luc Mélenchon.

La force des travailleurs est dans la conscience de leurs intérêts communs face à la classe capitaliste. En faisant entendre le camp des travailleurs, Nathalie Arthaud a levé le drapeau de cette conscience de classe à l'élection présidentielle. Aux élections législatives, Lutte ouvrière présente des candidats dans toutes les circonscriptions de métropole et à La Réunion, ainsi qu'en Guadeloupe et en Martinique avec Combat ouvrier.

Tous sont des travailleuses et des travailleurs. Leurs candidatures permettront à ceux qui se sont reconnus dans la campagne de Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle de prolonger leur vote. Elles permettront aussi à ceux qui ont été touchés par ce qu'a dit Nathalie Arthaud mais qui ont cru au « vote utile », de ne pas se laisser détourner cette fois-ci de leur premier choix et de voter pour leur camp.

Faire entendre à nouveau les exigences du monde de travail aux élections législatives, montrer la persistance du courant qui les incarne, c'est le meilleur moyen de nous préparer à les défendre dans les luttes de demain.

Un patron dans les législatives

Frédéric Foucque, le patron des entreprises Foucque matériels, Foucque location, et Formadis (franchise Vulco), ex dirigeant de la société Foucque SA (concessionnaire de Citroën) et bien d'autres entreprises ayant pignon sur rue, se présente comme candidat aux élections législatives dans la 1ère circonscription (Saint-Denis) avec pour suppléante Daisie Virama, cadre à la Sidr.

Ce capitaliste, issu de grandes familles riches de la Réunion, veut se positionner « *dans une dynamique de construction et non pas d'obstruction* » en votant « *des lois*

nécessaires et attendues, immédiatement bénéfiques à La Réunion ».

Derrière le terme « La Réunion » Foucque classe bien sûr les patrons réunionnais. Et quand il parle de favoriser l'emploi par des mesures qui facilitent l'entrepreneuriat, il faut comprendre plus de subventions pour les entreprises.

Foucque applique l'adage qui dit « qu'on est jamais aussi bien servi que par soi-même », n'aura aucun mal à s'entendre avec la majorité de Macron qui ne cache pas qu'il gouvernera pour le compte des patrons.

L'aspirant ministre recalé...

Partisan déclaré du candidat Macron à la présidentielle, le député maire centriste de Saint-leu, Thierry Robert, par ailleurs promoteur immobilier déclarant 90 000 € de revenus mensuels, s'était affiché partisan inconditionnel de ce prétendant à l'Elysée lors de sa venue à la Réunion. Il s'était ensuite rendu à Paris pour poser aux côtés du vainqueur, laissant entendre qu'il pourrait être nommé ministre de l'Outre Mer à la suite de la socialiste réunionnaise Ericka Bareigts, cachant mal son ambition dévorante.

Las pour lui, un article de l'Express rappelant ses différentes condamnations par la justice l'ont fait trébucher. Il a en effet été condamné pour diffamation contre son adversaire de droite le président en exercice du Conseil régional, Didier Robert, en 2016. Il a aussi été condamné la même année à verser à ses clients 550 000 euros pour malfaçons dans une de ses résidences (une vingtaine de logements au lieu de dix, cinq niveaux au lieu de trois, non-conformités du plan de prévention du risque incendie et inondations sans oublier le réseau d'assainissement le manque de places de parking les contre-façons constatées par huissier...).

En Marche l'a donc rayé de ses lis-

tes de candidats pour les législatives au nom de sa soi-disant lutte pour la « moralisation de la vie politique ».

Mais comment imaginer un seul instant que Macron et son staff n'ait pas eu connaissance du pedigree de Thierry Robert ? Cela montre tout simplement de quoi est constitué l'entourage du nouveau président : un aréopage de jeunes et moins jeunes loups aux dents longues, issus des milieux de la finance, des affaires et de la politique qui ne tranche en rien sur ceux qui les ont précédés.



wikimedia.org

Fil Rouge

Ils ont dépassé la dose prescrite !

Deux grossistes en produits pharmaceutiques, la CERP-SIPR et la Soredip, ont comparu le 12 mai devant le tribunal correctionnel de Saint-Denis pour des infractions révélées par une enquête de la Dieccte en 2014.

Ces entreprises ne respectaient pas les marges pour les pharmacies en appliquant, en plus du taux légal, d'autres « avantages ».

20 000 € d'amendes ont été requis contre la CERP-SIPR et 60 000 pour la Soredip. Une autre société, Pharma, avait déjà été condamnée pour les mêmes méfaits.

Ces capitalistes sont prêts à utiliser tous les remèdes pour soigner leurs profits et peu leur importe s'ils entraînent des effets nocifs pour les malades.

Une condamnation scandaleuse

Le tribunal de Bobigny, près de Paris, a condamné une femme guinéenne à huit mois de prison avec sursis pour aide au séjour irrégulier d'un étranger. Quel était son crime ? Avoir essayé de sauver sa nièce de huit ans menacée d'excision dans son pays. Interpellée à l'aéroport de Roissy, après être allée récupérer la petite fille en Sierra Leone, elle retournait en Belgique, où elle vit avec ses quatre enfants avec le statut de réfugié.

Le substitut du procureur l'a accusée à mots couverts de trafic de migrants. Le tribunal correctionnel l'a finalement condamnée à une peine avec sursis, estimant que « *même avec un mobile, rien ne justifiait qu'on ne respecte pas la loi* ». Comment ne pas être révolté par une justice suffisamment inhumaine pour condamner ceux qui aident des jeunes filles à échapper à des mutilations sexuelles, par une société où il est légal de laisser toute une partie de l'humanité soumise à l'oppression et à la misère !

Le danger du Front national

Marine Le Pen n'a pas pu s'installer à l'Élysée. Mais ceux qui, dans les classes populaires, ont choisi de voter pour la représentante de l'extrême droite pour exprimer leur colère, sont toujours là, dans les entreprises, dans les quartiers pauvres.

Une fraction importante du monde du travail a choisi d'exprimer sa colère en se subordonnant à une extrême droite congénitalement anti ouvrière.

Il n'y a pas lieu de revenir ici sur la responsabilité écrasante du parti stalinien et du parti social-démocrate dans cette évolution. Pas plus

que sur leur responsabilité pour avoir démolé parmi les travailleurs les valeurs du mouvement ouvrier pour y substituer une phraséologie chauvine, xénophobe, raciste et réactionnaire.

Même si ce n'est que l'expression électorale du profond recul du mouvement ouvrier, cela en est une expression. Comme en est une aussi, même si c'est d'une autre manière, le fait qu'une autre partie de l'électorat ouvrier n'ait pas vu d'autre possibilité, pour conjurer ses craintes devant la montée du Front national, que de se jeter dans les bras de Macron.

Même les médias les mieux disposés à l'égard de Macron répètent qu'il ne connaîtra pas d'état de grâce. Et comment pourrait-il en être autrement lorsqu'il annonce que les mesures les plus urgentes qu'il compte prendre le seront par ordonnances, en se passant même des discussions au Parlement dont il ignore encore la composition ? Parmi les mesures qu'il considère les plus urgentes, il y a l'aggravation des lois El Khomri, il y a le démantèlement de la législation du travail et des conventions collectives au profit d'accords d'entreprise.

Un renouveau pour la galerie

Le renouveau de la vie politique, salué par la cohorte de politiciens présents sur les plateaux de télévision – les mêmes que les téléspectateurs ont l'habitude de voir depuis dix, vingt ans ou plus, se limite à la réussite d'une opération de marketing. Cette opération a réussi à faire d'un jeune arriviste formaté par la banque et par les cabinets de l'Élysée un président de la République. Le produit Macron a certes été servi par la chance : l'écroulement de la candidature Fillon, favori

de l'électorat de droite et candidat de cœur de la bourgeoisie. Mais Macron a pu saisir sa chance parce que les grands médias, c'est-à-dire leurs propriétaires, les Dassault, Drahi, Bolloré, Arnault, Lagardère et quelques autres, se sont mis au service de son ascension.

Plus de 20 millions d'électeurs, 66 % des votants, ont voté pour Macron. Mais, en même temps, le total des bulletins blancs et nuls a explosé entre les deux tours. Les abstentions aussi.

Les flonflons de la célébration ne

peuvent pas cacher les refus du faux choix du deuxième tour qui se manifestent dans ces chiffres et le rejet que cela exprime. Comme ils ne peuvent pas cacher le fait que la colère s'est manifestée aussi à sa façon, c'est-à-dire la pire qui soit, à travers les votes en faveur de Le Pen. Au deuxième tour, Marine Le Pen a obtenu plus de 10 millions de voix, en augmentant de près de 3 millions le nombre de ses électeurs.

Macron au patronat : voie libre pour les attaques !

Macron n'a fait aucune démagogie, aucune promesse trompeuse, aux millions de travailleurs qui aujourd'hui subissent la dictature patronale, avec les licenciements et les suppressions d'emplois, les bas salaires, la précarité et la dégradation permanente des conditions de travail.

Il l'a dit et répété, y compris aux manifestants qui l'interpellaient : ses premières mesures seront de favoriser la liberté des patrons par rapport à leurs salariés, aussi bien en matière d'emploi que de salaires.

Bien sûr, le patronat n'a pas attendu la permission de quelque gouvernement que ce soit, pour appliquer aux salariés le traitement de choc qu'il entendait leur réserver. Les lois anti ouvrières n'ont fait bien souvent

qu'entériner, légaliser des pratiques qu'une partie du patronat avait déjà mises en application dans ses entreprises.

Les discours et les annonces de Macron, avant même ses actes et les lois qu'il entend faire voter, sont un encouragement à tout le patronat pour qu'il se sente au maximum dégagé des quelques contraintes qui le limitent dans l'exploitation des salariés.

Macron entend jouer immédiatement son rôle dans la guerre que la classe capitaliste mène à la classe ouvrière. Pour les travailleurs, l'urgence est de prendre pleinement conscience de cette situation, de s'armer moralement en mettant en avant ses propres revendications, ses propres perspectives pour les combats qui ne manqueront pas de venir. Et cela sans se laisser détourner par les

beaux parleurs et les démagogues de tous bords qui feront tout pour les emmener dans des voies sans issue.



Macron à La Réunion S. Person

Face à Macron : les ambiguïtés syndicales

Macron voudrait attaquer les travailleurs le plus vite possible et a déjà annoncé qu'il procédera par ordonnances, c'est-à-dire en se passant des habituelles discussions, tant parlementaires que syndicales. Le devoir de syndicalistes dignes de ce nom serait donc d'avertir les travailleurs du péril, de leur montrer jusqu'où veulent aller Macron et le patronat et de leur dire franchement qu'on ne s'en tirera pas sans de grandes luttes.

Loin de cela, Laurent Berger, au nom de la CFDT, ne s'inquiète que de la méthode et s'indigne de ne pas être convoqué pour pouvoir signer les reculs en les travestissant en avan-

cées. FO, qui s'était prononcée contre la loi El Khomri et qui sait pertinemment que Macron veut la poursuivre et l'amplifier, dit « vouloir regarder ce que cela donne ». Mais ne sait-on pas déjà très bien ce que cela va donner ?

Quant à la CGT, son secrétaire général Philippe Martinez a appelé « solennellement » Macron à renoncer à « imposer de nouveaux reculs sociaux » par ordonnance ou 49.3... Autant demander du lait à un bouc !

Il faut présenter Macron pour ce qu'il est : un ennemi des travailleurs et un exécuter des volontés patronales. C'est le seul point de départ pour préparer les travailleurs à la lutte nécessaire.



viméo

L'offensive à venir

À la différence de Hollande, Macron ne cherche même pas à dissimuler qu'il est décidé à exécuter tout ce que lui demandera le grand patronat. Celui-ci continuera son offensive contre la classe ouvrière, et plus généralement contre toutes les couches populaires.

Le nouvel exécutif mènera cette offensive au milieu de l'instabilité politique que va engendrer la compétition entre appareils et ambitions des politiciens pour profiter de la re-composition politique qui s'annonce.

Par rapport aux menaces que re-

cèle cette situation, la classe ouvrière a pris beaucoup de retard. Il ne réside pas dans un manque de combativité des travailleurs. Cette combativité, la classe ouvrière finira par la retrouver, car la grande bourgeoisie et son personnel politique ne lui laissent pas le choix. Mais rien ne serait plus dramatique, lorsque l'explosion sociale se produira, que de laisser des démagogues détourner les luttes vers des voies de garage. Et des candidats à ce rôle-là peuvent se trouver aussi bien du côté des mélenchonistes que du côté

de l'extrême droite. Ne serait-ce qu'en orientant la lutte vers le protectionnisme ou, pire encore, vers le rejet des travailleurs étrangers, détachés ou pas.

Il ne s'agit pas seulement de défendre les seuls intérêts matériels des travailleurs. Il s'agit plus encore de mettre en avant leurs intérêts politiques. Les deux sont inséparables.

Les directions politiques du mouvement ouvrier, faillies de longue date, n'ont pas été remplacées par une autre décidée à défendre les intérêts matériels et politiques de la classe ouvrière.

PCF : soumis par l'Insoumis

Mardi 9 mai au soir, le parti de Jean-Luc Mélenchon, la France insoumise, annonçait qu'il présentait des candidats sous sa propre bannière dans toutes les circonscriptions aux élections législatives, à l'exception, ont-ils précisé plus tard, des cinq circonscriptions où des députés PCF sortants ont parrainé Mélenchon !

La direction du PCF avait pourtant accepté que son parti s'engage derrière Mélenchon durant la campagne présidentielle, avec toute l'énergie de ses militants. Elle avait accepté de voir le parti, ses drapeaux, ses mots d'ordre et jusqu'à ses dirigeants disparaître derrière lui. Aujourd'hui Mé-

lenchon estime qu'il peut enfoncer un dernier clou sur le cercueil parlementaire de ce PCF qui s'est soumis à la France insoumise. Le PCF pourrait y perdre une grande partie de ses députés et son groupe parlementaire.

Depuis des dizaines d'années, le PCF a remis son sort entre les mains d'une série de politiciens bourgeois. En échange, Mitterrand et Jospin lui avaient offert des ministres. Mais, aujourd'hui, Laurent a beau supplier Mélenchon, il ne récolte même pas un remerciement. Entretemps, et à cause de cette politique, le PCF a perdu ses élus, ses mairies, une grande partie de ses militants et de

son influence dans la classe ouvrière. Les résultats flatteurs de Mélenchon obtenus dans les municipalités PCF des banlieues des grandes villes sont trompeurs. Ce sont ceux de Mélenchon, tribun opposé à Le Pen, mais pas ceux d'un parti appuyé sur la force de ses militants ouvriers.

La politique du PCF l'a conduit d'année en année à un véritable suicide politique. Ce n'est pas celui du communisme. C'est celui d'une politique réformiste et électoraliste dont il faut tirer les leçons.

La tomate à plus de quatre euros le kilo : conséquence de l'anarchie de la production capitaliste



Chaque année la moindre intempérie fait flamber les prix des produits frais comme la tomate. Mais les fortes pluies n'expliquent pas tout, car la production est de plus en plus réalisée sous abris.

Afin de tirer un maximum de profit, chaque agriculteur indépendant, chaque entreprise grossiste

qui organise la production des agriculteurs spéculent en permanence.

Après chaque période de pénurie et d'explosion des prix, la recherche du profit maximum et rapide pousse tout le monde à planter la même chose, ce qui est suivi d'une période de surproduction et d'une chute des prix.

Cette période est suivie d'une réorientation vers d'autres productions plus lucratives, ce qui provoque de nouvelles surproductions et de nouvelles pénuries.

De plus, le prix payé à l'agriculteur par les centrales d'achats est peu variable toute au long de l'année. Même en période de pénurie, la tomate est vendue à plus 4 euros le kilo, le prix payé à l'agriculteur varie entre 0,5 à un euro. De plus, en période de surproduction, une partie des marchandises peuvent pourrir dans les exploitations ou vendus en dessous du coût de production.

Cette anarchie de la production, n'est ni dans l'intérêt des consommateurs qui subissent l'explosion des prix, ni des agriculteurs qui subissent les périodes de surproduction et les risques financiers liés.

Les centrales d'achat et les grandes surfaces gagnent dans tous les cas. Car dans les périodes de pénurie c'est elles qui bénéficient des marges excessives par kilo et dans les périodes de surproduction ils augmentent leur volume vendu sans faire varier aussi fortement le prix payé aux agriculteurs.

Seule une organisation contrôlée par les agriculteurs et les consommateurs peut résoudre ce problème. Les capitalistes eux ont intérêt à ce que rien ne change pour continuer à faire leurs juteux business sur le dos de la population et des agriculteurs.

Aide à la filière canne : tout pour les capitalistes

Politiciens locaux et gouvernement se sont félicités de ce que le décret accordant 38 millions d'euros d'aide supplémentaire réclamés à corps et à cri par les usiniers de la filière canne soit enfin voté.

Depuis des années on a assisté à une mobilisation de toute la classe politique réunionnaise regroupant la droite jusqu'au PCR pour réclamer de nouvelles aides afin de « sauver

la filière canne » et les 20 000 emplois directs et 40 000 emplois indirects travaillant dans ce secteur.

Ces 38 millions s'ajouteront au 75 millions d'euros annuels de fonds européens (POSEI) et au 90 millions d'euros annuels d'aides de l'Etat français.

Mais les seuls destinataires de cette manne d'argent public seront une fois de plus les groupes capitalistes tels que Tereos ou les gros propriétaires békés

des Antilles, car pour la classe politique, la défense de la canne se confond avec celle des intérêts patronaux. Les ouvriers agricoles ou d'usines, les techniciens agricoles n'entrent à aucun moment dans leur champ de vision.

Alors si ces derniers veulent récupérer la part de ce pactole qui leur revient, ils n'auront d'autre choix que de se mobiliser pour l'arracher !

Vie d'exploités = vies raccourcies

Dans le dernier rapport public sur l'état de santé de la population française, il ressort qu'à l'âge de 35 ans un cadre peut espérer vivre en moyenne encore 49 ans contre 43 ans pour un ouvrier et une cadre 53 ans contre 50 pour une ouvrière.

Ceci s'explique par les conditions de travail beaucoup plus pénibles imposées aux ouvriers, mais aussi de vie (salaires insuffisants générant des privations pendant toute la vie, mauvaises conditions de logements et d'alimentation, moindre suivi médical, etc.).

Cette situation se perpétue de génération en génération et les gouvernements ne font rien pour améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière. Au contraire, ils se fichent comme d'une guigne de la non application de la loi sur la pénibilité au travail dans les entreprises (pour tant déjà très peu contraignante pour les patrons), ils reculent sans cesse l'âge de départ à la retraite, gèlent les pensions, maintiennent le SMIC à un niveau indécent et donnent tout pouvoir au patronat pour exploiter

encore plus les travailleurs (augmentation des cadences, précarisation de l'emploi, plus de droit pour licencier, remise en cause des 35 heures).

En 1900, les organisations ouvrières se battaient pour la journée de huit heures. Aujourd'hui le temps de travail devrait être beaucoup plus bas encore, au vu de l'augmentation de la productivité réalisée par tous les travailleurs.

Le progrès doit bénéficier aux travailleurs, pas aux seuls capitalistes !

Migrants : procès pour un geste d'humanité

La justice italienne a relaxé le 27 avril Félix Croft, accusé d'avoir conduit une famille soudanaise dans sa voiture jusqu'à la frontière française.

En juillet 2016, il a fait la connaissance d'un couple qui avait fui le Darfour avec ses deux enfants en bas âge et leur oncle, et leur a proposé des couvertures : « Ils m'ont demandé de les emmener, a-t-il raconté, j'ai esquivé la question, comme d'habitude. C'en était pas mon objectif. Et puis, j'ai vu le

bras droit du petit entièrement brûlé... C'était trop. J'ai arrêté de réfléchir. »

Arrêté au péage de Vintimille, côté italien, placé en garde à vue pendant 52 heures, il a été traité comme un criminel. Une procureure l'a menacé de plus de trois ans d'emprisonnement et de 50 000 euros d'amende.

Des dizaines de personnes sont venues le soutenir au tribunal. « Quand la solidarité va à l'encontre du droit, c'est l'humanité qui doit prévaloir », a déclaré Félix

Croft après le verdict de relaxe.

Depuis le début de l'année, au moins huit personnes sont mortes en voulant passer la frontière entre l'Italie et la France. Mais ce sont ceux qui font des gestes élémentaires d'humanité en aidant les réfugiés qui se retrouvent sur le banc des accusés.

Les criminels, ce sont les gouvernements qui s'opposent à la liberté de circulation et d'installation des migrants en multipliant barbelés, policiers gardes-frontières et procédures judiciaires.

Migrants : hécatombe en Méditerranée

Le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés a publié le chiffre des réfugiés morts ou disparus en Méditerranée centrale depuis le début de l'année. Ils sont estimés à 1 073. En 2016, à la même époque, les chiffres s'établissaient à 835. Et cela, sans compter les 230 disparus en mer le week-end du 7 mai.

Le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants tentant la traversée vers l'Italie ne cesse d'augmenter ; ainsi,

celui des réfugiés arrivés en Italie depuis janvier est en hausse de 45 %. Les autorités italiennes, avec la complicité des États de l'Union européenne, cherchent à intercepter un maximum d'embarcations en Méditerranée pour les reconduire en Libye. Le pays est devenu un des principaux points de passage depuis que la route des Balkans s'est refermée pour les migrants à grands renforts de barbelés et de surveillance policière. En Libye, les

réfugiés sont parqués dans des camps, livrés aux violences et au racket.

Le décompte des morts en Méditerranée est estimé régulièrement et publié dans la presse comme une litanie ; cette macabre comptabilité, approximative, met en accusation l'Union européenne. La France est tout aussi complice de ce crime, elle qui est incapable de reconnaître le droit de circulation et d'installation aux populations qui fuient la guerre et la misère.

Marchands de canons : sur le pont

Alors que les États-Unis ont dépêché une flotte vers la Corée du Nord, que les revendications territoriales s'exacerbent en mer de Chine, que chacun équipe ses navires de guerre dans la région, le porte-hélicoptères Mistral, dernier cri de la marine française, est arrivé au Japon le 29 avril. Il vient

participer à des manœuvres conjointes des marines des alliés des États-Unis dans cette zone sous tension.

Le Mistral a fait ses tristes preuves lors de l'intervention en Libye, deux exemplaires en furent vendus puis repris à la Russie pour finir dans la marine égyptienne. Attirés par l'odeur de la

guerre, les marchands de canons proposent leur matériel en Asie et la marine nationale est chargée de la parade.

En cas de vente, on ne sait qui serait menacé ou exterminé par ces navires, mais on sait bien où aboutiraient les bénéfices : dans les coffres patriotiques des marchands de canons français.

Consultations médicales : tarifs en hausse

Les médecins généralistes conventionnés ont été autorisés à augmenter de deux euros le prix de leur consultation, passée à 25 euros le 1er mai. Cette augmentation concerne aussi les médecins non conventionnés mais qui ont signé un accord de maîtrise des tarifs avec la Sécurité sociale. C'est bien sûr une bonne nouvelle pour ces médecins généralistes car, selon l'Assurance-maladie, cette augmentation, plus d'autres prévues dans la convention signée en 2016,

comme la consultation des enfants de moins de six ans, leur assurera un bonus de 16 000 euros par an.

Mais, pour les malades, il en est tout autrement. Trois millions d'assurés n'ont pas de mutuelle. Et les mutuelles répercuteront cela d'une façon ou d'une autre sur les cotisations. Les malades qui renonceront à des soins ou les reporteront seront encore plus nombreux.

Selon le gouvernement, cette hausse serait justifiée par la hausse des prix

et le gel des honoraires médicaux depuis six ans. Pour ces mêmes raisons, il serait donc nécessaire que les salaires et pensions augmentent de 300 euros.



pixabay.com

Madagascar : après le passage d'un cyclone les vols de vanille se multiplient

Les régions situées dans le nord-est du pays, sont les plus touchées par le récent passage du cyclone Enawo. De nombreux champs de vanille, de riz et d'autres cultures ont été détruits par les pluies torrentielles et les rafales de vent violent, laissant les villageois dans les pires difficultés. Des dizaines de personnes ont perdu la vie et des milliers de sinistrés n'ont plus de domicile ni de moyen de subsistance. Les aides de l'État se font toujours attendre.

Dans ce contexte catastrophique, beaucoup de personnes ayant tout perdu ont basculé dans la débrouillardise ou le vol en tout genre. Cette région est la principale productrice de vanille dont la date de récolte devrait débuter le 20 juin. Mais dès maintenant de nombreuses petites plantations sont victimes de vols sur pied perpétrés durant les nuits. Les grands domaines quant à eux, sont préservés de tels aléas car ils bénéficient d'une certaine protection de patrouilles nocturnes de gendarmes.

Une véritable psychose est en train de s'emparer de ces petits producteurs de vanille. Plusieurs d'entre eux ont trouvé la mort ces derniers temps au cours d'affrontements nocturnes avec de nombreux pillards ou supposés tels. Dans certains lieux, ces planteurs ont décidé d'organiser eux-mêmes leur propre milice qui n'hésite pas à faire usage de

sagaies et autres coupe-coupe contre les démunis qui errent à proximité des plantations.

L'État semble laisser s'entretuer les petits planteurs et les pillards. Ce qui lui importe ce sont les intérêts des riches propriétaires des grandes sociétés qui dominent la filière vanille. Cette épice est très prisée à travers toute la planète, Madagascar en est le premier producteur et exportateur mondial. La guéguerre à coups de machettes, livrée en ce moment en amont de la filière au niveau des champs, constitue un véritable drame pour les protagonistes livrés à eux-mêmes, mais ne constitue

pas une menace pour les fortunes qui se bâtissent à l'autre bout de la filière. Les collecteurs de cette précieuse denrée qui quadrilleront la région dans moins de deux mois, ne seront pas regardants sur la provenance de la production qui finalement sera engrangée dans les magasins de traitement et les entrepôts de stockage des rois de l'export. Les prix de la vanille sont en hausse cette année et par conséquent les profits seront juteux. Dans ces conditions, qu'importe à ces gens-là et aux dirigeants du pays, qu'à l'autre bout de la filière les petits planteurs et les laissés-pour-compte s'entre-tuent !



Mali : corruption, grèves et état d'urgence



wikimédia commons

Pour la quatrième fois depuis son arrivée au pouvoir en 2013, le président malien Ibrahim Boubacar Keïta change de Premier ministre, signe de la crise sociale malienne. Depuis plusieurs mois, le régime est en effet confronté à une série de grèves dans la fonction publique. Ce sont les magistrats qui ont commencé à cesser le travail en janvier. Leur grève de « sept jours ouvrables » s'est transformée en « grève illimitée ». Par la suite

le mouvement s'est étendu à d'autres secteurs de la fonction publique : les inspecteurs du travail, les employés du ministère des Affaires étrangères, ceux des collectivités territoriales, ceux des hôpitaux publics et tout dernièrement dans l'Éducation nationale.

Tous, malgré la diversité de leur statut et de leur corps de métier, réclament une amélioration de leurs conditions de travail et d'existence : versement de primes, changement de grille

de salaires, intégration dans le statut de fonctionnaire de ceux qui sont restés jusqu'ici simples vacataires, remplacement de matériel de travail vétuste, etc.

Le nouveau Premier ministre, auréolé de son ancien poste de ministre de la Défense, croyait qu'il allait faire peur aux grévistes en montrant ses gros bras, mais il n'a pas réussi à intimider grand monde. Ce n'est que le 16 avril que les employés des hôpitaux publics ont décidé de mettre fin à leur grève de 38 jours, la plus grosse grève du secteur hospitalier depuis trente ans, après avoir obtenu satisfaction de huit de leurs neuf revendications.

Sous couvert de lutte contre le terrorisme, le gouvernement a prolongé fin avril l'état d'urgence jusqu'en fin octobre et cherche en fait à intimider la population, en interdisant toute manifestation, attroupement ou occupation de lieux publics.

Dans le passé, les employés de l'administration, les enseignants et les étudiants ont su mener des luttes, y compris sous la dictature sanguinaire de Moussa Traoré. Si le président Ibrahim Boubacar Keïta veut jouer les gros bras avec eux, il aura peut-être des surprises comme l'ancien dictateur.

Port de Longoni à Mayotte : les dockers toujours combatifs

Vendredi 12 mai les salariés de Mayotte Channel Gateway se sont mis en grève et ont bloqué le port de Longoni en soutien à leur délégué syndical de la CGT-Ma mis à pied par la direction de l'entreprise avant que puisse être prise une décision de sanction à son encontre, suite au vol par des cambrioleurs de l'argent du comité d'entreprise dont il avait la responsabilité.

Ce mouvement de colère des dockers n'avait pas pour seul motif la suspension de leur camarade mais également le non respect du protocole d'accord deux mois après la fin de conflit qui avait opposé les dockers à la direction MCG.

Les syndicats constatent « que rien n'a été respecté, sans qu'aucune information préalable ne soit donnée de la part de la MCG » et avec le personnel exigent notamment le paiement d'arriérés de rémunération depuis 2014 et



flickr

une prime de transport de 200 euros avec effet rétroactif jusqu'au 30 avril 2017, la délivrance de fiches de paie.

Depuis que MCG a obtenu la délégation de service public pour gérer l'infrastructure portuaire en 2015 la direction de cette entreprise agit comme seule maîtresse du port de Longo-

ni et tente d'imposer sa loi aussi bien avec la société de manutention Smart et surtout avec ses propres employés.

Mais les dockers ne se sont jamais laissés intimider par MCG. Ils ont mené des combats parfois longs et ils continuent...

Femmes en Arabie saoudite : l'ONU renforce les barreaux

Le 22 avril dernier, 47 des 54 membres du Conseil économique et social de l'ONU ont approuvé l'entrée de l'Arabie saoudite au sein de la Commission de la condition des femmes des Nations unies. Le vote s'est fait à bulletin secret, mais plusieurs pays européens dont la Belgique ont voté pour.

En Arabie saoudite, les femmes, privées de toute liberté, sont traitées comme des mineures à vie. Elles doivent avoir la permission d'un mâle de

la famille pour ouvrir un compte en banque, détenir un passeport, sortir du domicile ou se soigner. Cette monarchie intégriste d'un autre âge va pouvoir participer à partir de 2018 à un organisme censé promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes.

Immédiatement, des femmes d'Arabie saoudite, en lutte contre la dictature quotidienne, ont dénoncé cette décision qui va conforter ce régime patriarcal où la misogynie a force de loi.

Par cette nouvelle insulte pour la moitié de l'humanité, la décision de l'ONU démontre une fois de plus toute l'hypocrisie de cette institution. Elle a toujours servi de feuille de vigne aux grandes puissances, justifiant leurs rapines au nom de grandes déclarations sur les droits de l'homme. En montrant tout son mépris pour les droits humains les plus élémentaires, l'ONU en fait une nouvelle fois la démonstration.

Guyane : les travailleurs d'EDF ont marqué un point

En Guyane, un protocole d'accord a été signé dans la soirée du 8 mai entre EDF et le syndicat UTG éclairage, après trois jours de négociation. La grève est donc terminée après plus de sept semaines.

Si les grévistes n'ont pas gagné sur les postes réclamés ni sur l'absence de sanctions, ils ont gagné sur la levée du plan de rigueur sur cinq ans que la direction avait mis en place. Ils ont obligé la direction à inverser son plan en donnant des garanties sur les embauches. Mais ils

ont gagné aussi en montrant leur détermination. Il est sûr que la direction devra compter avec cela dorénavant.

Pour en arriver là, les grévistes, ont dû prendre le contrôle de deux centres importants et couper jusqu'à 40 % du réseau. Ils ont dû aussi tenir compte des difficultés causées à la population. Ils ont eu l'appui du collectif Pour le décollage de la Guyane qui avait dirigé la grève générale et qui menaçait de reprendre une action de grande ampleur si la direction d'EDF continuait à faire la sourde

oreille aux revendications des grévistes. De même, le blocage du port, en solidarité avec les grèves en cours, avait repris. Cette action puis la menace du collectif n'ont sans doute pas été sans effet sur la direction d'EDF.

Les travailleurs d'EDF, qui sont restés en lutte après la levée des barages et de la grève générale, ont donc montré leur combativité et imposé un rapport de force qui aura compté pour modifier les plans de la direction. Il aura compté aussi comme exemple pour tous les travailleurs !

Hôpital de Cayenne : la grève se poursuit

Le 9 mai, plus de quinze jours après la grève générale, les employés de l'Hôpital de Cayenne poursuivaient leur grève. Ils en sont donc à huit semaines.

Ils luttent pour des embauches et pour l'obtention des moyens élémentaires qui manquent à l'hôpital. Les 60 millions obtenus dans le cadre de l'accord d'urgence lors du mouvement général ne pourront être utilisés pour cela puisqu'ils ne servent qu'à rembourser les dettes de l'hôpital aux fournisseurs.

Les grévistes ont multiplié les actions pour sensibiliser non seulement leurs camarades mais aussi la population et les élus.

Le 9 mai, les négociations ont été une nouvelle fois rompues sur la question des emplois, la direction de l'hôpital n'accordant que 15 postes

alors que les grévistes considèrent que 140 embauches sont nécessaires.



Hôpital Cayenne wikipédia

Il faut un parti révolutionnaire

Il ne peut pas y avoir de tâche plus urgente que faire renaître un parti qui ait le programme, la volonté et la compétence pour incarner cela. Car la conscience de classe politique n'est jamais suspendue en l'air. Elle est incarnée par un parti communiste révolutionnaire. La nécessité de se donner un parti se pose à la classe ouvrière depuis longtemps. Le retard pris dans ce domaine représente de toute façon du temps perdu pour former des militants ouvriers et les aguerrir. Mais c'est avec la crise économique, la menace pour les masses ouvrières de tomber dans la misère, l'instabilité de la situation politique, la montée de l'extrême droite,

que cette question devient cruciale.

Il ne s'agit pas d'être optimiste ou pessimiste. Il ne s'agit pas de spéculer en observateurs en dehors de la lutte des classes. Il s'agit de regarder la réalité en face pour en déduire ce qu'il y a à faire. Car une montée ouvrière puissante peut faire surgir par milliers des militants ouvriers, des cadres susceptibles de conduire le combat de leur classe. Mais il faut qu'ils trouvent le chemin vers l'expérience accumulée au cours des combats du passé de la classe ouvrière.

C'est un problème bien plus ample que l'échéance des élections législatives. Mais cette échéance peut et doit

être un pas en avant dans cette direction. Voilà pourquoi Lutte ouvrière n'a pas l'intention de participer à quelque combinaison politicienne que ce soit. Elle présentera des candidats dans la quasi-totalité des circonscriptions. Elle veut permettre aux électeurs qui se reconnaissent dans le camp des travailleurs de voter sans apporter leur soutien à quelque future majorité parlementaire que ce soit. Elle vise à donner au courant qui se revendique du communisme, c'est-à-dire du combat contre la dictature de la grande bourgeoisie sur la société, les moyens de s'affirmer d'élection en election.

Le futur parti ne se développera que

Législatives : pour un vote de conscience ouvrière

À entendre les politiciens aux yeux desquels les travailleurs ne sont que des électeurs potentiels, la seule perspective serait de s'en remettre à d'autres élections et d'y chercher à nouveau le ou les sauveurs suprêmes. Ainsi, Jean-Luc Mélenchon au soir du second tour s'est montré dans la droite

ligne de ce qu'il disait déjà auparavant : s'il ne cache pas qu'il faut se préparer à s'opposer à Macron, sa seule proposition pour faire contrepoids à la politique de celui-ci est d'élire un groupe de parlementaires de son mouvement lors des élections législatives.

Mais en quoi la dizaine de députés

Front de gauche à l'Assemblée nationale a-t-elle pesé sur la politique de Hollande ces cinq dernières années ? Quel est le bilan de Mélenchon lui-même, comme sénateur PS pendant près de vingt ans ou en tant que l'un des quatre députés européens Front de gauche depuis 2009 ? En fait, le théâtre parlementaire ne sert qu'à amuser la galerie pendant que les décisions qui comptent sont prises en coulisses, sous la pression directe de la bourgeoisie et du grand patronat.

Les seules armes de la classe ouvrière pour s'opposer aux attaques à venir sont l'organisation et la lutte collective. La seule utilité des élections et d'éventuels élus représentant les travailleurs est d'aider à cette organisation, à faire progresser la conscience des travailleurs, à les regrouper autour de la défense de leurs intérêts de classe, à renforcer leur confiance dans leurs propres forces.

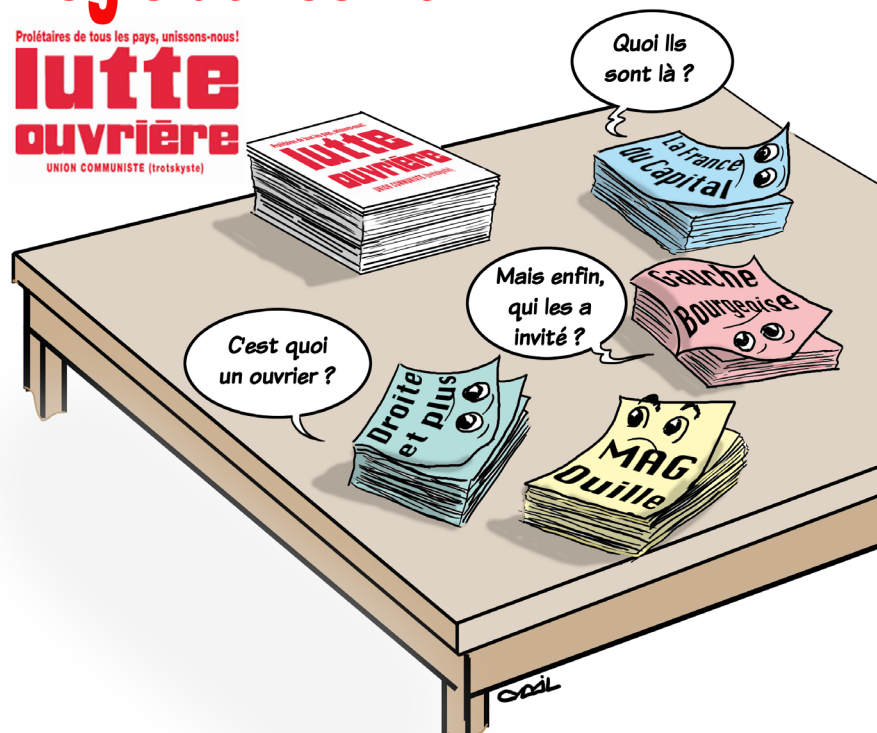
C'est avec ces objectifs que Lutte ouvrière présentera des candidatures dans six circonscriptions de La Réunion lors des élections législatives, afin que les travailleurs qui s'y reconnaissent puissent s'exprimer. Le vote pour « faire entendre le camp des travailleurs » sera bien le seul qui leur soit utile.

Législatives 2017

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

**Lutte
ouvrière**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Élections législatives : Lutte ouvrière, pour faire entendre le camp des travailleurs



1 ère circonscrip^t.

Corinne

GASP

Conseillère
de gestion



2 ème circonscrip^t°

Christophe

VIGNE

Agent EDF



3 ème circonscrip^t°

Catherine

M'COUEZOU

Aide soignante



4 ème circonscrip^t°

Serge

LATCHOUMANIN

Technicien bâtiment



5 ème circonscrip^t°

Jean Yves

PAYET

Formateur



6 ème circonscrip^t°

Jean Luc

PAYET

Enseignant

Le 11 juin, aux élections législatives, notre courant présentera des candidates et des candidats dans 553 circonscriptions, les 539 situées en métropole, six dans l'île de La Réunion, ainsi que quatre en Martinique et quatre en Guadeloupe, conjointement avec nos camarades de Combat ouvrier.

Il s'agit d'abord que celles et ceux qui ont entendu notre candidate Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle, qui se sont reconnus dans ses idées et ses paroles, et ont choisi de voter pour elle afin d'affirmer l'existence d'un camp des travailleurs aux intérêts diamétralement opposés à ceux de la grande bourgeoisie, puissent prolonger leur geste, en se prononçant à nouveau pour une travailleuse ou un travailleur présenté par Lutte ouvrière.

Au-delà des 232 000 élec-

trices et électeurs, dont 5 190 à La Réunion, celles et ceux qui ont été touchés par les mots de Nathalie Arthaud mais ont voulu faire le choix d'un vote qu'ils ont cru utile en choisissant notamment Jean-Luc Mélenchon, seront cette fois à même d'exprimer leurs véritables sentiments, le vote utile se retrouvant dès lors dépourvu de sens. Ils pourront apporter leur contribution pour qu'existe un courant dans les quartiers populaires qui exprime la nécessité de défendre les intérêts quotidiens du monde du travail, et au-delà, la conscience que la classe ouvrière peut, en s'organisant, offrir à la société une autre perspective que le chômage des uns et l'épuisement au travail et les bas salaires des autres, sur fond d'envol des profits.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 19 MAI de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 21 MAI de 8H30 à 10H00

SAMEDI 27 MAI de 7H30 à 9H00
MARCHÉ DE SAINT BENOÎT

MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 3 JUIN de 9H00 à 10H30

Pour nous contacter :
Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale Lutte ouvrière
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282